



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2024

Numéro 012

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

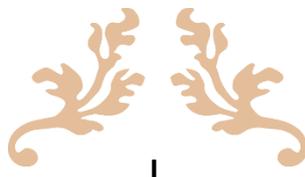
Université Alassane OUATTARA

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°012 Mars 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

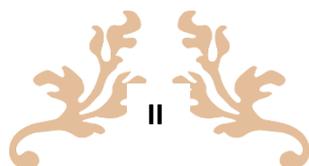


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Émérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maître-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou

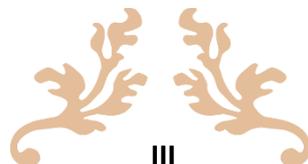
Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire

d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / contact1@revueharis.org



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

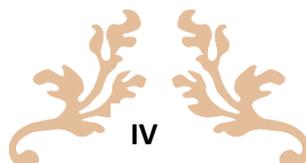
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAObI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

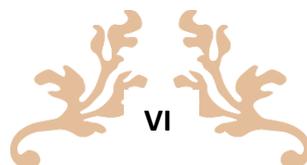
-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serge DJAMPOU

Approche sociohistorique du handicap au Cameroun : une lecture des réalités endogènes et des politiques internationales sur le handicap.....8-16

EVINDI Venance Majolie

La conférence de Rio de Janeiro (1992) : enjeux, principes et dynamique de coopération Nord-Sud sur la scène internationale.....17-25

Marc ATTOH

La chute de Charles Taylor au Libéria : entre interventionnismes sous régionaux et internationaux.....26-41

Samuelle Bernice EBA

Instabilités sécuritaires et régime constitutionnel en Afrique de l'Ouest.42-55

KONATÉ Kapagaya Moussa

La politique extérieure de la Lybie en Afrique sous Mouammar Kadhafi.56-66

Etienne KOLA

Analyse de la crise socioéconomique et éducative au Burkina Faso sous le prisme de la philosophie pragmatique comme base doctrinale.....67-80

Nadège Ludvine TEDONGMO

Analyse critique de la prise d'otages dans le Golfe de Guinée : enjeux, acteurs et pistes de solutions.....81-96

LEOBLE Baka Célestin

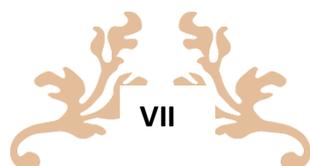
Processus de création et d'extension de l'Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD) : Entre rêve et utopie (1977-1981).....97-110

KOUAME Yao Frédéric

Congo Brazzaville : Du Marxisme léninisme à la guerre civile (1969-1997).....111-123

KOUAME Yao Frédéric

Houphouët-Boigny et le Communisme de 1946 à 1991.....124-137





ANALYSE DE LA CRISE SOCIOECONOMIQUE ET EDUCATIVE AU BURKINA FASO SOUS LE PRISME DE LA PHILOSOPHIE PRAGMATIQUE COMME BASE DOCTRINALE

Etienne KOLA

Maître de Conférences, Université Norbert ZONGO, Burkina Faso

Mail : kolaetienne@yahoo.fr

Résumé

La formation est une problématique humaine fondamentale. Si de nombreux peuples dans le monde ont pu accéder à la prospérité et au progrès, c'est en partie lié à la pertinence de leurs politiques éducatives. En effet comment l'économie et l'ensemble des structures sociales d'un pays connaîtraient-elles un essor en l'absence des ressources humaines qualifiées ? Pays d'Afrique francophone, le Burkina Faso fait actuellement face à de nombreux défis : instabilité politique et sociale, insécurité, chômage, pauvreté et précarité tous azimuts. Faut-il voir en cela les conséquences souterraines d'un système de formation inefficace ? Ce qui est reproché au système éducatif burkinabè, c'est son incongruence viscérale avec les structures socioéconomiques et son incapacité à générer des compétences adaptées aux exigences du développement. Parce qu'inadapté, ce système éducatif est une fabrique de chômeurs désespérés, de citoyens vindicatifs et favorables aux offres cyniques des terroristes. Comment alors faire l'archéologie du fait formatif burkinabè ? Comment comprendre et résoudre la problématique de l'instabilité sociale au Burkina Faso à l'aune de l'agir éducatif ? À quelles conditions le système éducatif peut-il être source de sûreté humaine, de stabilité sociale et un puissant levier économique ? L'intention manifestée dans cette contribution théorique est de mettre d'une part en relief la source éducative de la crise socio-économique et sécuritaire en cours au Burkina Faso. D'autre part, elle propose la rationalité pragmatique comme support doctrinale susceptible de modifier qualitativement la structure des connaissances scolaires et académiques dans ce pays. La réflexion a abouti à la certitude que l'implémentation d'un système éducatif générant des savoirs socialement utiles pourrait être une solution pertinente à l'équation du chômage et de l'instabilité au Burkina.

Mots clés : Chômage, Crise, Développement, Formation, Instabilité, Pragmatisme, Savoirs.

Abstract

Training is a fundamental human issue. If many peoples in the world have been able to achieve prosperity and progress, this is partly related to the relevance of their education policies. Indeed, how would the economy and all the social structures of a country flourish in the absence of qualified human resources? Burkina Faso, a French-speaking African country, is currently facing many challenges: political and social instability, insecurity, unemployment, poverty and precariousness in all directions. Should we see in this the underground consequences of an inefficient training system? The criticism of the Burkinabe education system is its visceral incongruence with socio-economic structures and its inability to generate skills adapted to the requirements of development. Because it is inadequate, this education system is a factory of desperate unemployed, vindictive citizens who support the cynical offers of terrorists. How then to make the archaeology of the Burkinabe formative fact? How to understand and solve the problem of social instability in Burkina Faso in the light of educational action? Under what conditions can the education system be a source of human security, social stability and a powerful economic lever ? The intention expressed in this theoretical contribution is to highlight the educational source of the current socio-economic and security crisis in Burkina Faso. On the other hand, it proposes pragmatic rationality as a doctrinal support capable of qualitatively modifying the structure of school and academic knowledge in this country. The reflection led to the certainty that the implementation of an education system generating socially useful knowledge could be a relevant solution to the equation of unemployment and instability in Burkina Faso.

Keywords : Unemployment, Crisis, Development, Training, Instability, Pragmatism, Knowledge.

Introduction

De façon générale le bilan et les pronostics sur l'Afrique au sud du Sahara sont alarmants. Ce qui est constamment mis en relief, ce sont les exécutions rendues possibles par les erreurs ou les choix sociopolitiques et économiques hasardeux de certaines élites africaines irresponsables. Cependant, au-delà de ce réquisit à charge, la réalité des faits interpelle et invite à l'introspection. Dire des sociétés africaines contemporaines qu'elles présentent la face misérable du monde n'a rien d'excessif, si l'on se réfère à un certain nombre de constantes telles que la pauvreté, la précarité économique, l'instabilité sociopolitique, les conflits, la corruption, la mauvaise gouvernance, le chômage.

Le Burkina Faso est un concentré de défis à relever. Alors que sa population est à majorité jeune, ce pays fait la douloureuse expérience du sous-développement, du chômage endémique, du terrorisme. Le Burkina Faso, c'est aussi un système éducatif foncièrement problématique, car inadapté aux réalités socioéconomiques du pays. Parce que la formation que le jeune burkinabè reçoit dans l'enseignement de base, au secondaire et au supérieur demeure théorique et générale, elle ne l'équipe pas pour la productivité sociale et économique.

Parce que les produits scolaires et académiques interviennent comme des corps étrangers dans l'écosystème social burkinabè, l'école burkinabé n'est-elle pas un vecteur implicite de crise ? Les jeunes non scolarisés, scolarisés, déscolarisés ou diplômés qui sont exposés aux affres du chômage cèdent souvent au désespoir, au découragement et même à la révolte. Si les groupes terroristes n'ont point du mal à recruter au sein des jeunes, c'est eu égard à leur indigence et à leur vulnérabilité économique et

sociale. En plus, la superstructure éducative burkinabè, parce qu'elle met l'accent sur la formation intellectuelle néglige *ipso facto* la dimension éducative. Conséquence, l'incivisme, la perte du sens collectif, la vision anarchiste de la liberté sont érigés en norme comportementale.

S'il est alors incontestable qu'une crise de la formation existe dans ce pays, pourquoi ne pas y voir un certain lien avec la crise socio-sécuritaire en cours ? Comment résoudre l'équation de la crise éducative en vue de la résolution de celle sociale et sécuritaire au Burkina Faso ? A quelles conditions la formation scolaire et académique peut-elle contribuer au développement personnel, socioéconomique et à la stabilité ?

Bâtie à base d'approche documentaire, la présente réflexion est à la fois analytique, critique et prospective. Son objectif est d'exhumer la racine éducative de la crise multidimensionnelle qui sévit au Burkina Faso, tout en ciblant la rationalité pragmatique comme remède à l'inadaptation des savoirs scolaires et académiques dans ce pays.

Structurée en trois axes, la réflexion sera d'abord un exposé factuel de la situation sociopolitique et économique du Burkina Faso actuel. Elle sera ensuite une analyse critique des bases théoriques et praxéologiques du système éducatif de ce pays. Enfin, une réflexion prospective campera le décor d'une éducation burkinabè au service du développement et de la stabilité.

1. Le Burkina Faso et le phénomène de la crise

S'il est incontestable que l'essence de chaque personne est tributaire du corpus de valeurs qu'elle reçoit, il devient nécessaire de comprendre le rôle si central des systèmes éducatifs dans nos sociétés.

Les mutations sociales décisives, les transformations structurelles de l'économie, les progrès techniques et technologies etc., sont la résultante d'une prise en charge qualitative des ressources humaines. A l'inverse des ratés éducatifs et formatifs engendrent des processus négatifs tant sur le plan social, économique qu'humain. Qu'en est-il du cas burkinabè ? Comment comprendre la réalité socio-anthropologique et économique de ce pays sous le prisme du fait éducatif ?

Nul n'a besoin d'une expertise particulière pour s'apercevoir de ce qui a cours au Burkina Faso actuel. Au-delà de la crise terroriste qui accable les citoyens, au-delà du paroxysme de la crise humanitaire qui avilit les personnes, précarise les familles et fragilise le tissu social, il y a nécessité de questionner les facteurs souterrains de la crise. En effet, comment expliquer le fait que des citoyens burkinabè consentent prendre des armes pour massacrer d'autres citoyens burkinabè sans aucune forme de revendication ?

Depuis le début de la crise sécuritaire en 2016, les Présidents qui se sont succédés (Roch Marc Christian Kaboré, Paul Henri Sandaogo Damiba, Ibrahim Traoré) ont, à travers leurs messages, reconnu que ceux qui combattent les Burkinabè sont majoritairement des citoyens burkinabè. Tous ont exhorté ceux qui se sont égarés à réintégrer la république. L'herméneutique d'un tel engagement djihadiste ou terroriste de compatriotes contre la république et contre leurs propres compatriotes

¹ Le Burkina Faso, ex République de Haute Volta a connu 9 régimes exceptionnels de 1966 à 2022. Chronologiquement, une première prise non constitutionnelle du pouvoir d'État fut opérée par Sangoulé LAMIZANA, suite à un soulèvement populaire ayant renversé en 1966 Maurice YAMEOGO, premier Président du pays. Ont suivi les coups d'État comme ceux de Saye ZERBO (en 1980), de Jean-Baptiste

permet de comprendre la profondeur et la complexité de la situation. La crise que ce pays vit n'est rien d'autre qu'une crise des valeurs, c'est-à-dire une crise morale, voire spirituelle. En dehors d'un décrochage éthique et d'une déconnexion mentale, il est impensable qu'un citoyen se satisfasse d'avoir massacré ses concitoyens.

En plus de la crise sécuritaire alimentée par des Burkinabè contre les Burkinabè, c'est la crise de la citoyenneté qui mérite d'être questionnée. Lorsqu'on fait un focus sur le fonctionnement des institutions burkinabè, ce qui relève clairement d'un incivisme institutionnel et constitutionnel est en lien avec les ruptures quasi itératives du processus démocratique dans ce pays. De son accession à l'indépendance à nos jours, le Burkina Faso compte en tout neuf régimes non constitutionnels¹. Faut-il y voir une certaine incapacité des Burkinabè à s'approprier la doctrine et les principes démocratiques ?

En tout état de cause, les ruptures démocratiques n'ont pour équivalent que l'expression d'une anarchie institutionnelle, signe évident d'un incivisme au sommet de l'État. Cela aurait pour risque d'instituer un mauvais legs à la jeunesse qui finira par croire que l'accès non constitutionnel au pouvoir d'État n'a rien de problématique, qu'il suffit d'audace et d'armes pour diriger ce pays. En prenant en compte cette observation de Michel Crozier et d'Erhard Friedberg (1977, p.11) pour qui « l'acteur n'existe pas en dehors du système qui définit la liberté qui est la

OUEDRAOGO (en 1982), de Thomas SANKARA (en 1983), de Blaise COMPAORE (en 1987), de Yacouba Isaac ZIDA (en 2014, sous l'impulsion d'une insurrection populaire), de Gilbert DIENDERE (en 2015, il a été rejeté par la population qui a rétabli Michel KAFANDO comme Président de la transition), de Paul-Henri Sandaogo DAMIBA (en 2022), d'Ibrahim TRAORE (en 2022).

sienne et la rationalité qu'il peut utiliser dans son action », l'on est en droit de s'inquiéter que le putsch ne soit factuellement systématisé et n'inspire négativement la jeunesse burkinabè.

Aussi les bases éthiques de la société burkinabè sont-elles ébranlées. À la racine de cette niellure sociale, il y a la corruption. En 2023, l'un des rapports de l'ASCE-LC (Autorité Supérieure de Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption) a révélé des malversations financières au sein même des trois méga-institutions de l'État central burkinabè que sont la Présidence de la république, le Premier ministre et l'Assemblée nationale :

L'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) a été saisie par le chef de l'État pour réaliser un contrôle approfondi des structures publiques dont les trois institutions que sont la Présidence du Faso, la Primature et l'Assemblée nationale, conformément à l'article 46 alinéa 2 de la loi organique n° 082-20 5/CNT du 24 novembre 2015 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'ASCE-LC.

Les rapports de ces différentes opérations de contrôle ont été dévoilés ce jeudi 9 mars 2023 par le contrôleur général d'Etat Philippe Nion. L'objectif de ce contrôle est de s'assurer de la bonne gestion des ressources financières et comptables des structures publiques concernées.

Les domaines concernés par ces opérations de contrôle sont la

commande publique, les comptes de dépôt, les régies d'avances, le carburant, les frais de mission, les frais de voyage, les rétributions, les dons au bénéfice des personnes politiquement exposées (PPE). Plusieurs irrégularités ont été constatées dans ces trois institutions et ont causé une incidence financière de plus de 16 milliards de FCFA (Le Faso. Net, 2023, p.1).

Au milieu de cette cacophonie gestionnaire au sommet de l'État, il convient toutefois de relever la volonté de transparence du nouveau Chef de l'État qui a commandité cet audit audacieux. Il y a ainsi de bons grains dans la masse d'ivraie. Ces seize milliards frauduleusement engrangés par quelques citoyens auraient pu servir à la construction de plus d'une centaine d'établissements scolaires ou des dizaines de dispensaires de campagne. Si de tels audits devraient s'étendre sur tous les autres ministères et les autres institutions républicaines, la probabilité de dévoiler d'autres malversations financières est élevée. Pour preuve, l'ancien Chef d'État Paul Henri Sandaogo Damiba, après la prise du pouvoir, s'est vite rendu à l'évidence de l'enlèvement moral manifesté dans la vie publique et administrative du pays. Dans un autre article nous avons rapporté son « coup de gueule » en ces termes :

La vérité est que cet état de délabrement moral concerne toutes les composantes de notre société. Le laxisme et le clientélisme de tous genres se sont érigés en règle, dans une administration publique prise en otage par des groupuscules. Dans les faits, le service public s'est mué en système de corruption, de clientélisme et de

marchandage aux antipodes de la bonne gouvernance tant prônée. Au point où les populations ont fini par développer un sentiment de défiance envers les structures administratives publiques. Des commis de l'État, politisés et sans honte, devenus de vrais rapaces, à l'affût de la moindre opportunité pour aspirer nos maigres ressources publiques (E. KOLA, 2022, p.432).

De tels propos émanant d'un Chef d'État sont à prendre au sérieux. En parlant de « délabrement moral » de toutes les composantes de la société burkinabè, ce Président renforce notre inquiétude et confirme notre thèse exprimée dans la présente réflexion, à savoir que le coefficient moral, civique et citoyen du Burkinabè est en baisse.

Du côté du citoyen ordinaire, la défiance de l'autorité publique, l'érosion du sens de l'intérêt commun, le développement d'un incivisme incendiaire et destructeur des biens publics sont en passe de devenir le nouveau mode opératoire. Dans ces conditions, l'on assiste à « une érosion lente de l'autorité publique » que Dominique Reynié (2003, p.63) assimile à une crise démocratique de l'obéissance. Si le fait terroriste avec l'horreur qu'il inspire semble dissuader certains, d'autres ont tout simplement converti leur bellicisme en un incivisme communicationnel.

En effet, c'est désormais au travers des réseaux sociaux que l'incivisme et les comportements antipatriotiques sont exprimés. Par leurs publications, certains « influenceurs » malintentionnés parviennent à modifier négativement le champ de perception populaire et la conscience nationale sur l'état de la lutte anti-terroriste, sur la faiblesse

présumée des forces de défense et de sécurité opérant sur le terrain. Toute chose qui porte atteinte au moral des troupes, inspire davantage la peur au sein des populations et booste malheureusement l'image des forces ennemies.

En d'autres termes, l'espace des réseaux sociaux en cette période de crise sécuritaire semble devenir le lieu d'un défouloir populaire, un réceptacle d'irrationalités les plus diverses et de pulsions les moins républicaines. Au travers des médias, le citoyen lambda s'exprime à charge ou à décharge sur tout, incrimine, insulte, et ridiculise les autorités publiques ou défendent à coups de rhétorique mensongère leurs idoles.

Dans le but d'encadrer les espaces d'expression, la Loi n° 044-2019/AN portant modification de la loi n° 025-2018/AN du 31 mai 2018 portant code pénal a été adoptée par l'Assemblée nationale burkinabè. Aussi un atelier de sensibilisation et d'information sur les conséquences des publications problématiques a-t-il été organisé le 11 janvier 2022 à Ouagadougou :

L'objectif principal de cette rencontre de haut niveau était d'informer et de sensibiliser les acteurs publics et privés sur les conséquences fâcheuses de certaines publications sur les réseaux sociaux ou tout autre moyen de communication accessible au public. [C'était aussi de] protéger les citoyens et les Forces de défense et de sécurité (FDS) contre la désinformation, les publications malsaines et malintentionnées sur les réseaux sociaux qui sont de nature à fragiliser le combat contre le terrorisme (Burkina 24, 2022, pp1-2).

En outre au pays des hommes intègres, des élèves ont brûlé le drapeau national, violenté des enseignants, saccagé des édifices publics sans avoir manifesté le moindre remord. C'était le cas des élèves du collège d'enseignement général de Nagaré en 2016. Pour manifester leur mécontentement, ils n'ont guère hésité à brutaliser leur propre éducateur et à incinérer le drapeau de la nation (Le Faso.net, 2016, p.1). Il est possible de multiplier les exemples d'incivisme. Toutefois, un effort d'examen critique de la situation s'avère essentiel. En investiguant par les causes, il est possible d'entrevoir l'une des sources décisives du problème burkinabè qui est son système éducatif.

2.La source éducative de la crise civique et sécuritaire au Burkina Faso

Pour mieux appréhender la dialectique sociale en cours au Burkina Faso, faire le procès de l'école burkinabè relève de l'essentiel. S'il est évident que dans une société il n'y a pas que le système éducatif qui conditionne les conduites, il ne convient pas de sous-estimer son facteur métabolisant des destins individuels et collectifs. Au regard du descriptif assez alarmant du faciès civique et éthique du citoyen burkinabè, l'on peut retenir que des « citoyens majuscules » au citoyen lambda, il se manifeste une forme d'analphabétisme civique et moral. Comment alors expliquer une telle situation sans se référer à l'institution éducative ?

Depuis plus d'une décennie, l'alerte avait été donnée par le clergé de l'Église catholique en ces termes :

Notre société après 50 ans de souveraineté semble aujourd'hui menacée. L'effondrement des interdits et des

tabous [...] ; la démission des parents et des enseignants, le laxisme des adultes, la volonté de puissance, l'accaparement des richesses au profit de quelques-uns, la violence écrasant le droit, le mépris de l'existence humaine constituent des plaies béantes (E. KOLA, 2013, p.275).

Dans cette analyse cléricale, les défaillances éducatives transparaissent et nous confortent dans notre posture qu'en l'absence d'une politique éducative pertinente, ce sont les fondements dialectiques de la société qui s'ébranlent. Ce que nous reprochons au système éducatif burkinabè a un lien avec son absence d'ambition éducative.

Depuis l'existence de l'école moderne de ce pays, les constantes les moins contestables concernent l'absence ou l'insuffisance des modules éducatifs dans les curricula. En effet de l'enseignement primaire au supérieur en passant par le post-primaire et le secondaire, il est possible de constater le fossé abyssal qui existe entre les disciplines d'obédience intellectuelle et celle proprement éducative :

Dans l'enseignement primaire, post-primaire et secondaire en effet, la quote-part réservée à l'éducation civique et morale, même dans les programmes reformés, se révèle notoirement insignifiante vis-à-vis des disciplines intellectuelles. Les séquences d'éducation civique et morale dans les cours préparatoires demeurent de l'ordre d'une heure par semaine, soit trente minutes pour l'une des deux séances hebdomadaires. Il en est de même pour le cours élémentaire et le cours

moyen. Dans l'enseignement post-primaire et secondaire, l'option didactique et pédagogique est quasi intellectualiste (E. KOLA, 2023, pp.124-123).

Le *minima moralia* est l'indice même d'un système éducatif défaillant. C'est pourtant dans ces conditions de désert éducatif que le citoyen burkinabè a longtemps été formaté, que les cadres de l'administration publique et privée ont été moulés, que l'élite politique a été formée. Peut-on alors s'attendre à autre chose que l'implémentation et la normalisation des conduites inciviques, de la corruption, de la banalisation du bien public ? S'il est incontestable que toute personne se comporte en fonction de son équipement mental et moral, qu'est-ce que la République a alors offert à sa jeunesse pour la prémunir du mal ? Et que dire des exclus du système éducatif ?

Dans un cas comme dans l'autre, il n'est pas surprenant que sans aucun remord, des citoyens aient la conscience anesthésiée au point de perdre la fibre patriotique, au point de s'affilier au terrorisme destructeur. Quand Jacob Rogozinski (2017, p.63) parle de « dimension sociale de l'adhésion au djihadisme », il ne fait point de mystère sur l'influence de l'endoctrinement qui malheureusement se nourrit des tares de la société.

La fâcheuse disposition à faire le mal sans remord est simplement révélatrice d'une carence qui est de l'ordre de l'éthique. En tentant d'expliquer la banalisation du mal par certaines personnes, Hannah Arendt (1996, pp. 27-29) fait clairement le lien avec l'absence de l'aptitude au discernement qui se cultive. Si le système éducatif burkinabè ne s'engage pas à éduquer plus conséquemment sa jeunesse, il la livre

à elle-même, aux valeurs frelatées de la mondialisation et à l'instrumentalisation cynique des groupes terroristes. Lorsque Lucien Morin et Louis Brunet (1996, p.235) mettent l'accent sur « la formation morale qui consiste, pour l'essentiel, en une formation du jugement », ils sont conscients qu'un citoyen sans consistance éthique devient un danger social.

De façon générale, dès que l'école moderne s'est introduite par effraction dans les sphères sociales africaines, elle a été souvent perçue par une catégorie des populations africaines comme un défoliant culturel propre à menacer leur intégrité morale et leur ipséité sociale. C'est du reste ce que confirme Joseph Ki-Zerbo (2018, p.120) :

L'école [moderne] démantèle et déchire ce tissu social d'abord par le départ des enfants, par les complexes de supériorité d'un bon nombre de ceux qui sont instruits, et par l'individualisme délétère qui s'instaure dès le premier jour de l'entrée à l'école. On dit « ma place, mon cahier, mon crayon, mes notes, mon diplôme », et à la fin, cela aboutit à « mon poste ».

Au Burkina Faso, parce que l'école moderne inspire toujours le soupçon, le taux de scolarisation dans certaines régions du pays demeure faible. Pour preuve, alors que le taux net de scolarisation primaire consigné dans l'annuaire statistique de l'enseignement primaire (Burkina Faso, 2022, pp.24-25) en 2021 (pour les enfants de 6 à 11 ans) est de 88,1% dans la Région du Centre, ils sont respectivement de 40 % dans la Région de l'Est et 17,3 % dans la Région du Sahel. Qu'est-ce qui pourrait conduire un parent au 21^{ème} siècle à s'opposer à la scolarisation de sa progéniture en

dehors de sa méfiance vis-à-vis de l'institution scolaire ? Si des raisons socio-culturelles et économiques peuvent aussi expliquer une telle résistance, il est évident que si le système éducatif de ce pays avait pu se créer un pôle d'intérêt social, éducatif, culturel et économique, la donne aurait été autrement dans ces régions.

L'autre tare majeure du système éducatif du Burkina est à rechercher dans son enlèvement généraliste et encyclopédiste. Qu'en est-il exactement ? Lorsqu'on fait l'exégèse de la structure des savoirs enseignés dans ce pays, l'on peut constater la prépondérance de l'enseignement général sur l'enseignement technique et professionnel. En consultant les statistiques du ministère burkinabè en charge de l'enseignement, on peut se rendre compte d'une évidence :

L'enseignement technique et professionnel, entité à part entière dans le microcosme éducatif burkinabè, est à l'échelle d'une goutte dans un verre d'eau. Par exemple, l'annuaire statistique de 2020 de l'enseignement post-primaire et secondaire (Burkina Faso, 2020, pp.46-74-175-186) présente les données suivantes : l'enseignement général (public et privé) post-primaire et secondaire totalise 1 293 512 élèves, alors que l'enseignement technique (tous cycles confondus) compte 36 076 élèves. En termes de proportion, l'enseignement secondaire technique et professionnel ne représente que 2,78% (KOLA, 2023, p.132).

A l'ère des connaissances praxéologiques, des performances et des compétences opérationnelles, persévérer dans l'enseignement général est une option humainement suicidaire et socialement contreproductive. Le véritable écueil d'un système éducatif généraliste est qu'il s'illustre comme une fabrique de diplômés livrés au chômage. Pour preuve : « Le 5e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a estimé le taux de chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) à 7,1%.

Les femmes sont plus affectées par le chômage (8,8%) que les hommes (5,6%). Le chômage est deux fois plus élevé en milieu urbain (10%) qu'en milieu rural (5,1%). Les régions les plus touchées par le chômage sont le Sahel (17,1%) et la région du Nord (10,1%) » (Burkina24,2022, pp.1-2). Aussi, lorsqu'on prête attention au ratio demande d'emploi et offres d'emploi dans la fonction publique, on cède à la stupéfaction. En effet, « Au Burkina Faso, pour 6 069 postes à pourvoir, ce sont 2 106 962 candidatures qui ont été enregistrées à la session 2022 des concours directs de la fonction publique » (AA-Afrique, 2022, p.1).

La jeunesse burkinabè est prisonnière d'un système éducatif inopérant, un système qui la prédispose non seulement au chômage mais aux vices tous azimuts. Comment alors s'étonner de voir des élèves et des étudiants dans les rangs des groupes terroristes ? Il y a donc urgence à réagir si l'on tient à cette refondation sociale tant réclamée. Mais comment ?

3. Vers un système éducatif burkinabè fondé sur le paradigme opérationnel

L'ère contemporaine est celle d'un monde ouvert à la productivité, à la compétitivité, à la créativité et à l'innovation. Cette ère cristallise ainsi une épistémologie praxéologique, hypermoderne et radicalement ouverte au progrès illimité dans un monde globalisé. Elle correspond à cette description d'Ernst Bloch (1976, p.347) pour qui « Des époques comme la nôtre, dans lesquelles l'histoire, pour des siècles peut être en balance, ont le sens du *Novum* poussé à l'extrême ; elles flairent l'avenir en retenant leur souffle et servent l'ad-venant, le possible qui émerge, par leur travail ».

Ce postulat d'un monde arrimé au devenir s'enracine dans le paradigme hypermoderniste qui fait de la science et des techniques l'alpha et l'oméga du bonheur humain et du progrès social. Aussi la mondialisation consacre-t-elle l'avènement d'un monde dynamique et interactif sur le plan des échanges commerciaux, informationnels, technologiques. Comment alors faire de l'école burkinabé un système efficace de génération d'acteurs productifs, inventifs et compétitifs ? Il y a une certaine phénoménologie du sous-développement qui se trame via la structure éducative actuelle de ce pays qu'il convient d'appréhender et d'éradiquer.

Si rien n'est fait, les « produits » de ce système éducatif demeureront pour longtemps des diplômés sans compétences opérationnelles, des intellectuels exempts d'expertises fonctionnelles, des théoriciens sans capacité transformatrice de la réalité socioéconomique. Pire, plusieurs seront toujours tentés de convertir leur jeunesse, leur oisiveté et leur chômage en un mercenariat suicidaire contre la patrie. Il y a alors nécessité d'introduire du nouveau dans la sphère éducative

de ce pays. Que convient-il d'être concrètement fait ?

La philosophie est généralement perçue comme une rationalité logothéorique qui surfe sur les incantations métaphysiques, survolant ainsi les préoccupations existentielles et socioéconomiques concrètes. Si une telle description correspond à une certaine réalité, il convient aussi d'appréhender l'étoffe philosophique sous l'angle de la diversité épistémologique. S'il y a effectivement des officines philosophiques d'obédience dogmatique et abstraite, il y a aussi celles d'inspiration pratique. La philosophie pragmatique est taillée de cette dernière étoffe. Pourquoi prétendre résoudre l'équation du système éducatif burkinabè par l'invocation d'une doctrine philosophique ?

C'est parce qu'en toute rigueur, aucun système éducatif ne peut prospérer hors-sol, c'est-à-dire sans aucun enracinement doctrinal. Le système éducatif du Burkina, pour être dans l'ère du temps, pour répondre au rendez-vous de l'efficacité opératoire et faire office de nerf moteur de la dynamique socioéconomique, il ne lui reste plus que la mue. Plus précisément l'école moderne burkinabè doit clairement faire l'option doctrinale du pragmatisme.

En quoi la nécessité d'un tel ancrage doctrinal s'impose-t-elle ? Si les États-Unis d'Amérique incarnent le leadership économique, technologique et inspire son modèle civilisationnel à une grande partie du monde, c'est eu égard à ses prouesses tous azimuts. L'une des bases fondatrices du succès américain est à rechercher dans l'intelligence pratique inspirée par la philosophie pragmatique. Théorisé dans ses lignes essentielles par Charles Sanders Peirce, William James, John Dewey, le pragmatisme a pour particularité d'incliner l'esprit humain vers la pratique, vers les intérêts

humains et sociaux vitaux, vers l'expérience concrète, vers l'innovation et le progrès.

Au sens de William James (1968, p.54) le pragmatisme se trouve être : « une attitude, une orientation, en dehors de toute théorie particulière [...]. Cette orientation, cette attitude consiste à détourner nos regards de tout ce qui est première, premier principe, catégorie, nécessité supposée, pour les tourner vers les choses dernières, vers les résultats, les conséquences, les faits ». Parce qu'elle s'oppose au dogmatisme théorique et à l'intellectualisme formel, la rationalité pragmatique a utilement équipé la structure psychique du citoyen américain, faisant de lui une puissance transformatrice de sa société.

À la philosophie pragmatique, est associée la nécessité de l'expérience concrète, de l'efficacité, de l'utilité, de l'action réussie, du bonheur humain. Prenant en compte toutes ces considérations, Claudine Tiercelin (1993, p.5) définit le pragmatisme comme étant « un courant animé par une volonté de recherche au contact de l'expérience et de l'action, le rejet critique de toute philosophie académique, et l'ambition de parvenir à certaines fins positives ». Parce que cette pensée tourne le dos aux philosophies de l'abstraction et aux métaphysiques dogmatiques, elle se révèle être une méthode dont le but est la construction d'un état d'esprit chez la personne qui l'adopte, pour faire d'elle un instrument de possibilités socialement et humainement utiles. Le but du pragmatisme est donc la praxis, c'est-à-dire la production des résultats sensibles.

Il y a une maxime pragmatique qui établit la valeur de toute pensée en fonction de son efficacité à produire des conséquences pratiques, c'est-à-dire à modifier qualitativement la réalité concrète. Parce que la téléologie pragmatique est la satisfaction

individuelle ou collective, elle est en isomorphisme avec celle de l'utilitarisme pour lequel « une action peut être dite conforme au principe d'utilité [...] quand elle est intrinsèquement de nature à augmenter le bonheur de la communauté plutôt qu'à le diminuer » (J. Bentham, 2008, p.17).

La quête d'un eudémonisme individuel ou collectif par l'action réfléchie, efficace et opérationnelle, ultime visée de la doctrine pragmatique a connu une conceptualisation explicite et une implémentation dans le champ éducatif. Principal artisan du pragmatisme éducatif, John Dewey est perçu comme celui qui a contribué de façon décisive à révolutionner la pensée et l'action éducative aux États-Unis.

Il a judicieusement articulé la conception d'une école démocratique et une conception instrumentale du connaître, à savoir que le savoir a un statut d'outil d'action entre les mains de celui qui le possède. Ici, le rapport École-Société est celui d'une structure éducative support et vecteur du progrès social. Dans l'entendement de Dewey, l'école doit être jugée à l'aune des acquis positifs de la société et des progrès humains substantiels qu'elle engrange. Sa vision de l'école est qu'elle est l'antichambre de la société, de sorte à ce que dans sa structure comme dans son fonctionnement, l'école incarne l'intelligibilité et la praxis sociales.

Ainsi, il y a une sorte d'isomorphisme, voire d'osmose entre la structure éducative et la société. Toutefois, Dewey estime que c'est bien l'école qui assure le leadership du changement dans la société, grâce à sa vocation profondément réformatrice : « L'éducation est un moyen de direction sociale » (J. Dewey, 2011, p.103) et « un facteur de croissance » (J. Dewey, 2011, p.121) individuelle et collective. Tous ces développements de Dewey traduisent la dimension éminemment

formatrice de l'agir éducatif par lequel l'activité sociale est méthodiquement modelée, moulée.

Ce théoricien du pragmatisme éducatif se veut explicite, la valeur d'une institution éducative se jauge à l'aune de sa capacité à impulser une dynamique positive tant dans les personnes qu'au sein de la société : « C'est dans la mesure où l'éducation scolaire crée un désir de croissance continue et fournit les moyens permettant à ce désir de se réaliser effectivement que l'on juge de sa valeur » (J. Dewey, 2011, p.133).

En prenant en compte toutes ces considérations sur la rationalité pragmatique et sur son application dans le champ éducatif, comment envisager son implémentation au service d'un système éducatif burkinabè efficace et performant ? Dans les lignes antérieures, nous avons démontré qu'à cause de ses insuffisances intrinsèques, le système éducatif burkinabè est en partie à l'origine de la production de plusieurs générations de personnes à la structure cognitive incompatible aux réalités socioéconomiques du pays.

Depuis l'accession à l'indépendance de ce pays, les conséquences de cette incongruence entre structure éducative et réalités concrètes du pays ne relèvent pas d'un mystère : l'école burkinabè contribue à alimenter le métabolisme du sous-développement en inculquant des savoirs impropres à développer l'agriculture, l'élevage, la pêche, les techniques et les technologies modernes.

C'est finalement une école qui s'est instituée sous la forme d'une fabrique de chômeurs aigris, désesparés et exposés aux radicalismes du monde contemporain. Pour rompre avec ce cercle vicieux, un changement de paradigme s'impose. Le pragmatisme éducatif intervient

comme une perspective viable pour enfin introduire ce pays dans le cercle vertueux de la croissance personnelle et collective. Quelles sont alors les éléments de faisabilité d'une implémentation du pragmatisme éducatif dans le cénacle scolaire et académique burkinabè ?

Le premier défi à relever, c'est d'œuvrer à un radical changement du rapport au savoir scolaire et académique dans ce pays. Il faut que la perception négative d'une école burkinabè qui forme des intellectuels hors-sols, des hommes et des femmes déracinés, économiquement improductifs s'estompe, pour qu'enfin s'installe la confiance. Une telle confiance ne s'installera que dans l'exacte mesure où les curricula scolaires et universitaires connaissent une véritable refonte. Cette nécessaire métamorphose s'opèrera à l'aune d'une réforme qui consacrera la prépondérance des filières techniques et professionnelles.

En célébrant la mentalité opérationnelle, le pragmatisme éducatif défend l'idéal d'une formation scolaire et universitaire opérationnelle et fortement enracinée dans les réalités du milieu. L'implémentation d'un tel idéal exige du système éducatif burkinabè des transformations dans tous les ordres d'enseignement.

L'audace réformiste sous-entend que dès l'enseignement primaire, il y ait des ateliers équipés qui servent de lieux d'expérimentation en menuiserie, en couture, en mécanique, en artisanat. Pour des raisons pratiques et économiques, les écoles primaires peuvent être organisées dans chaque circonscription d'éducation de base (CEB). Il s'agit de créer des ateliers multifonctionnels bien équipés qui serviront de lieux d'expérimentation de trois ou quatre écoles primaires environnantes. L'exploitation optimale de ces ateliers se fera à tour de rôle selon une planification rigoureuse.

La formation de qualité a un coût et tout État responsable a le devoir d'investir dans ce secteur si stratégique. L'expertise locale des métiers traditionnels peut aussi être pédagogiquement exploitée au profit des élèves. Si l'école doit être l'affaire du village et le village l'affaire de l'école, œuvrer à créer une synergie entre la structure scolaire et le milieu devient un impératif. L'école ne doit donc pas être un isolat.

Dans son fonctionnement, elle doit intégrer les schèmes fondamentaux de son environnement, pour ensuite contribuer à leur changement qualitatif. Les savoirs opérationnels et la mentalité praxéologique que l'animation de ces ateliers engendrera auront valeur de gain social et individuel inestimable. Le capital social de qualité ne s'obtient pas par génération spontanée. Il est la résultante d'une prise de conscience, d'une vision politique et d'un engagement lucide.

Au secondaire comme à l'université, le paradigme pragmatiste doit connaître une opérationnalisation intensive au travers d'une technicisation et d'une professionnalisation de l'apprendre. L'idée d'un rapport stratégique à l'apprentissage s'associe nécessairement à l'exigence de faire du savoir scolaire et universitaire le levier de la transformation structurelle de l'économie et de la société via la transformation structurelle de l'agriculture, de l'élevage et de tous les secteurs porteurs de la vie nationale. Si l'enseignement secondaire et supérieur burkinabè ne se technicise et ne se professionnalise, la société sera toujours peuplée de diplômés sans perspective et de chômeurs désemparés.

Pour rompre donc avec la standardisation du chômage et la précarisation des diplômés, une reconfiguration stratégique des

curricula des collèges, des lycées et des universités de ce pays s'impose. L'idéal pragmatiste d'une structure éducative génératrice de compétences opérationnelles et de performances situationnelles mérite d'être poursuivi au Burkina Faso. Pour que l'école de ce pays soit le véritable moteur de la révolution qualitative de tous les segments de la vie sociale, elle est condamnée à opérer des ruptures.

Mais il faut de la volonté politique. Seule une politique audacieuse est en mesure de rompre les chaînes du formalisme et de l'encyclopédisme pédagogique et didactique. L'impact structurant d'une école tournée vers les savoirs opérationnels est d'autant si grand que pour Xavier Rogiers et Jean-Marie De Ketele (2001, p.49), « la question des savoirs méthodologiques est une question sensible car elle touche aux finalités de l'enseignement ».

Lorsque l'orientation curriculaire s'inscrit dans l'optique d'une politique éducative progressiste, les compétences scolaires et académiques à engendrer sont structurellement méthodologiques. C'est faisant l'option d'une bifurcation opérationnaliste de l'enseignement que Moussadak Ettayebi et ses collaborateurs (2008, p.121) en sont venus à cibler et à recommander un certain nombre de compétences à développer dans nos structures éducatives : « Les compétences de nature instrumentale et méthodologique », « les compétences de type transversal qui tant sur le plan intellectuel que socio-affectif, favorisent les apprentissages méthodologiques et instrumentaux de façon transdisciplinaire », « les compétences centrées sur la vie quotidienne immédiate ou à moyen terme pouvant s'inscrire aussi dans une logique de préprofessionnalisation ou de relation avec le monde du travail, la vie active ». Ouvrir à pragmatiser les finalités, les curricula, la pédagogie de l'école burkinabè, c'est enfin s'inscrire

dans une véritable dynamique de progrès humain et social longtemps si absente dans ce pays.

Conclusion

Le monde contemporain se modernise et se complexifie sans cesse. Cet état de fait induit des mutations structurelles des mentalités, des savoirs et des pratiques. Au centre de cette prodigieuse transfiguration des sociétés et du monde, il y a les systèmes éducatifs. Alors que certaines nations ont opté pour des politiques éducatives ouvertes à l'innovation et au progrès, d'autres s'accrochent toujours à des schèmes intellectualistes de l'apprendre. Cette posture méthodologique fondée sur une vision classique du savoir constitue en réalité la pierre d'achoppement qui maintient certains pays comme ceux de l'Afrique francophone dans le sous-développement.

Le système éducatif burkinabè est en général critiqué pour son incapacité structurelle à engendrer des compétences adaptées aux besoins économiques et socioculturels du pays. La résultante de cette incongruité entre structure éducative et structures socioéconomiques s'évalue en une permanence du chômage des jeunes, en une sédentarisation de la précarité et en une instabilité sociale. En situation de manque d'emploi, les jeunes diplômés font face à la vulnérabilité et deviennent les cibles des recruteurs terroristes.

L'approche pragmatique du savoir et de l'apprendre a le mérite de faire de l'apprenant une personne qualifiée et équipée pour la vie. Parce qu'une telle approche s'éloigne de l'intellectualisme pédant, son implémentation par le système éducatif burkinabè devient une véritable nécessité présente et future.

Références bibliographiques

I-Ouvrages généraux

-ARENTH Hannah, 1996, *Considérations morales*, Paris, Payot & Rivages.

-BENTHAM Jeremy, 2008, *Le principe d'utilité*, Traduit par Etienne Dumont, Laval, Editions Protagoras Elæis.

-BLOCH Ernst, 1976, *Le principe espérance*, traduit par F. Wuilmart, Paris, Gallimard.

-CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.

-ETTAYEBI Moussadak, OPERTTI Renato, JONNAERT Philippe, 2008, *Logique de compétences et développement curriculaire*, Paris, L'Harmattan.

-DEWEY John, 2011, *Démocratie et éducation suivi de « Expérience et éducation »*, Présentation de Daniel Deledale, Paris, Armand Colin.

-KI-ZERBO Joseph, 2018, *Repères pour l'Afrique*, Dakar, Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA).

-KOLA Etienne, 2023, *Ethique publique et régulation sociale en Afrique subsaharienne*, Ouagadougou, Presses universitaires.

-MORIN Lucien, BRUNET Louis, 1996, *Philosophie de l'éducation, II. La formation fondamentale*, Bruxelles, De Boeck.

-RABELAIS, François, 1977, *Pantagruel/Gargantua*, Paris, Hachette.

-PERRINEAU Pascal (Sous la direction de), 2003, *Le désenchantement démocratique*, Paris, L'Aube.

-ROGIERS Xavier, DE KETELE Jean-Marie, 2001, *Une pédagogie de l'intégration, compétences et intégration des acquis dans l'enseignement*, Bruxelles, De Boeck & Larcier.

-ROGOZINSKI Jacob, 2017, *Djihadisme : le retour du sacrifice*, Paris, Desclée de Brouwer.

-TIERCELIN Claudine, 1993, C. S. *Peirce et le pragmatisme*, Paris, PUF.

-WILLIAM James, 1968, *Le pragmatisme*, Paris, Flammarion.

II-Articles

-KOLA Etienne, 2013, « L'école burkinabè à l'épreuve de l'éducation : chronique d'un cycle de violence scolaire et universitaire, alternative », *Revue WIIRE* n°00, Koudougou, Presses universitaires de Ouagadougou.

-KOLA Etienne, 2022, « Construction du sentiment national et faillite de l'État, comment sortir de l'impasse burkinabè ? », Actes du colloque international cinquantième de la révolution du 26 octobre 1972, Université d'Abomey-Calavi (Benin), Presses du CELHTO.

III-Documents numériques

-AA-AFRIQUE, 2022, « Burkina Faso : plus de 2 millions de candidats en lice pour 6 milles postes de la fonction publique », Internet média < <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-plus-de-2-millions-de-candidats-en-lice-pour-6-mille-postes-de-la-fonction-publique/2691440> > consulté le 4 mars 2024.

-BURKINA FASO, 2022, « Annuaire statistique de l'enseignement primaire », PDF, pp. 24-25, Internet média < http://cns.bf/spip.php?id_rubrique=1

[4&page=publdetails](#) >, consulté le 4 mars 2024.

-BURKINA FASO, 2020 « Annuaire statistique de l'enseignement post-primaire et secondaire » PDF, pp.46-74-175-186, Internet média < <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-annuaire-statistique-de-l-enseignement-post-primaire-et-secondaire> > consulté le 4 mars 2024.

-Burkina 24, 2022, « 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitat du Burkina Faso » Internet média < <https://burkina24.com/2022/07/02/resultat-du-5e-rgph-71-des-jeunes-sont-au-chomage/> > consulté le 4 mars 2024.

-Burkina 24, janvier 2022, « Burkina Faso ; sensibilisation sur les conséquences déstabilisantes de certaines publications sur les réseaux sociaux » Internet média < <https://burkina24.com/2022/01/12/burkina-faso-sensibilisation-sur-les-consequences-destabilisantes-de-certaines-publications-sur-les-reseaux-sociaux/> > consulté le 2 mars 2024.

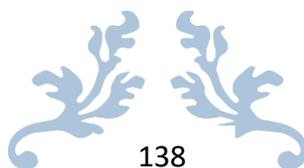
-Le Faso.Net, 9 mars 2023, « Lutte contre la corruption : l'audit de l'ASCE-LC révèle un préjudice financier d'environ 2 milliards de FCFA à la Primature », Internet média < <https://lefaso.net/spip.php?article120040> > consulté le 2 mars 2024.

-Le Faso.net, 27 avril 2016, « Incivisme des élèves du CEG de NAGAR2 : quand des leaders et des parents creusent la tombe pour la patrie, les enfants se sentent moralement obligés de l'ensevelir » Internet média < <https://lefaso.net/spip.php?article70783> > consulté le 2 mars 2024.

Numéro 012 Mars 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°12 Mars 2024